



La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest

Parution Numéro 18 – Mars 2018

Sommaire

Vue d'ensemble	1
Activités par domaine	2
Actions de formation	9
Nouvelles du personnel	12
Compte-rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin mars 2018	12
Activités à venir.....	14

Vue d'ensemble

Cette dix-huitième parution de la Gazette du Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) couvre les activités portant sur le premier trimestre de l'année 2018. Cette période a été marquée par la tenue de la réunion du Comité d'Orientation (CO) du Centre, l'organisation de trois séminaires et de deux stages d'immersion ainsi que plusieurs missions d'assistance technique. En effet, la vingt-huitième réunion du CO de l'AFRITAC de l'Ouest, s'est tenue le 22 mars 2018 à Abidjan,



sous la
présidence
de Monsieur

Adama Koné, Ministre de l'Économie et des Finances de la Côte d'Ivoire, Président en exercice du CO. La réunion a permis de faire le point de l'exécution du programme de travail du Centre pour l'année fiscale (AF) 2018 au 31 janvier 2018, puis d'examiner le budget et les activités prévus pour l'AF 2019, qui couvre la période du 1^{er} mai 2018 au 30 avril 2019.



Les activités de formation organisées au cours de la période ont porté sur trois séminaires régionaux en Supervision bancaire, gestion des dépenses publiques et administration fiscale; et sur deux stages d'immersion en administration fiscale et en administration douanière. La période sous revue a été également marquée par l'arrivée de deux Conseillers résidents dans les domaines des Statistiques du secteur réel et de la gestion macro-budgétaire.

Activités par domaine

Administration douanière

Bénin – Gestion automatisée du risque pour la sélectivité des contrôles.

L'appui du Centre a permis de noter les progrès réalisés et de faire l'état des lieux du plan d'actions du projet relatif à la gestion automatisée du risque. Les travaux ont contribué, sur le plan informatique, à la mise en place de l'automatisation du calcul des scores. Cette étape représente un pas décisif pour la partie technique de ce programme. Elle garantit, en effet, le dynamisme du système via la mise à jour automatique des scores dès le remplissage du certificat de visite consécutif au contrôle réalisé par les inspecteurs des douanes. Cependant, les progrès réalisés demeurent faibles, due à une appropriation et à une adhésion à la culture de la gestion des risques pratiquement inexistantes. Les domaines à améliorer sont : le pilotage effectif du projet par le Comité de sélectivité, l'adhésion à la gestion des risques par les services opérationnels et l'analyse de données, l'évaluation du système de sélectivité et la mise à jour des paramètres du scoring.

Administration fiscale

Guinée – Poursuite du renforcement des opérations fiscales de la Direction nationale des impôts (DNI).

La mission a permis de noter des évolutions dans la mise en œuvre des recommandations de décembre 2017. Les contribuables ayant souscrit régulièrement leurs déclarations sur les six derniers mois sont ainsi passés de 355 à 656 au service des grandes entreprises (SGE), et de 222 à 482 au service des moyennes entreprises (SME). De même, 47% des dossiers ont été mis à jour au SGE et 42% au SME. Un rapport sur les activités du contrôle fiscal en 2017 est disponible et l'Inspection des services (IGSF) a diligenté les premiers contrôles internes sur la saisie des déclarations et la tenue des dossiers. Toutefois, la mission a constaté la fragilité de ces résultats, qui ne sont pas encore assis sur une maîtrise des fonctions fiscales clés et souffrent du retard accusé dans la mise en œuvre de plusieurs activités, à l'instar de : (1) la validation du plan d'actions 2018, (2) l'opérationnalisation de la Cellule de suivi des réformes, (3) la finalisation des notes sur la délégation de signature, le suivi des contribuables et le contrôle fiscal, (4) la régularisation de 7456 inactifs et (5) le recensement des arriérés de la Direction Nationale des Impôts (DNI). L'appui à l'assainissement des fichiers du SGE et SME a été poursuivi et le plan de contrôle interne 2018 amélioré. Une assistance a été apportée à la division recherche afin de parachever les recoupements de 453 importateurs inconnus de la DNI et un nouveau modèle de plan d'actions proposé pour aider les chefs de service à se focaliser davantage sur les activités fiscales et non uniquement sur les recettes collectées.

Niger – Renforcement des fonctions fiscales clés de la Direction générale des impôts.

L'assistance technique du Centre a permis de noter les efforts consentis pour consolider les capacités. Ces efforts portent sur la segmentation des contribuables qui vient d'être renforcée, la poursuite de l'assainissement des fichiers entamée en septembre 2017 à la Direction des grandes entreprises (DGE), la densification du réseau des Centres des impôts des petits contribuables et la réorganisation expérimentale de la Recette de la DGE. Enfin, un important projet de gestion de la performance devant permettre à la Direction générale des impôts (DGI) de mieux mesurer ses progrès est en cours d'implémentation. Toutefois, au titre des défis à relever, l'objectif de 566,1 milliards assigné à la DGI en 2018 l'oblige à atteindre un niveau d'excellence improbable, au regard de la performance mitigée de 2017 et de la fragilité de ses fonctions fiscales. Les risques liés à la sincérité des déclarations mensuelles de TVA ne sont pas suivis faute d'analyse-risque et de contrôle ponctuel, ce qui explique que seulement 20% des déclarations sont payantes, 45% créditrices et 35% néants. Les stocks d'arriérés ont augmenté de 56% à la DGE et 76% à la Direction des moyennes entreprises (DME) en 2017. Pour aider la DGI, le chantier de l'assainissement des fichiers a été réactivé et une formation à l'analyse des déclarations mensuelles de TVA dispensée aux gestionnaires (DGE, DME) pour faciliter la détection des anomalies et valoriser le contrôle ponctuel.

Sénégal – Renforcement des activités de recherche et de contrôle fiscal

L'appui du Centre a permis de noter quelques avancées positives depuis la dernière mission en février 2017. La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) s'est lancée dans un programme ambitieux de développement de son système d'exploitation informatique. Elle a déployé dernièrement les téléprocédures et offert une vaste gamme de service en ligne pour ses grandes entreprises. Dans le même temps, elle a initié une automatisation des recouvrements disponibles afin de lutter plus efficacement contre la fraude fiscale. L'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest a permis d'accompagner l'administration fiscale sénégalaise dans cette démarche (une matrice décrivant leurs modalités pratiques de collecte et d'exploitation a été établie avec la Direction des Systèmes d'Information, ainsi qu'un plan d'actions des travaux restant à conduire en matière d'automatisation du renseignement). Dans le prolongement, les experts ont également apporté leurs concours sur les besoins en matière de suivi et de pilotage de l'activité de recherche et de contrôle en aidant à doter la nouvelle Direction de la Recherche et des Stratégies du Contrôle Fiscal d'une feuille de route opérationnelle.

Guinée-Bissau – Fiabilisation du fichier des contribuables

La Direction Générale des Contributions et des Impôts (DGCI) a mis en œuvre une grande partie des mesures recommandées par l'AFRITAC de l'Ouest : un site internet a été développé, une campagne de localisation et de recouvrement a été organisée et les services de contrôle fiscal réorganisés pour être davantage opérationnels. De même, l'application informatique utilisée est en cours de réécriture pour s'adapter aux standards modernes de la gestion fiscale. Mais, seules les 112 grandes et 120 moyennes entreprises font réellement l'objet d'un suivi, la très grande majorité de petites et micros entreprises (estimées à environ 2 000 entreprises) ne sont pas immatriculées et sont encore suivies de manière manuelle dans les centres des impôts non informatisés. L'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest s'est donc concentrée sur la fiabilisation des données de ce haut de portefeuille, ces 222 contribuables, principaux

contributeurs (98% des recettes fiscales). Les experts ont aidé les services à identifier les informations utiles en matière de gestion et de recouvrement et à rationaliser leur collecte afin de sécuriser l'existant dans un premier temps, et pouvoir, dans un second temps, entreprendre un élargissement du nombre de ces contribuables.

Burkina Faso – Renforcement de l'administration des moyennes entreprises

L'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest a consisté à fournir un plan d'actions et des outils méthodologiques pour conduire les travaux de fiabilisation du fichier, et à réinsister sur la démarche d'analyse risque, notamment en développant le contrôle ponctuel des déclarations de TVA créditrices et néant et en améliorant le traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA, qui ne doit pas être purement formel et exhaustif comme il l'est actuellement.

Côte d'Ivoire – Poursuite du renforcement des activités de recherche et de contrôle fiscal

Avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest, la Direction des Enquêtes, de la Recherche et de l'Analyse Risque est désormais opérationnelle, la Direction des Vérifications Fiscales Nationales s'est réorganisée pour accentuer son rôle de pilotage de la mission du contrôle fiscal pour l'ensemble de la Direction Générale des Impôts (DGI), et plusieurs de ses vérificateurs ont été redéployés vers les structures opérationnelles, principalement la Direction des Grandes Entreprises. La mise en œuvre de ces réformes, toutes recommandées par l'AFRITAC de l'Ouest, s'est montrée payante : avec 50,7 milliards de FCFA rappelés contre 45,7 milliards l'année précédente, les résultats du contrôle fiscal 2017 sont en progression de 6,7% par rapport à ceux de 2016. Les experts du Centre ont apporté leurs concours pour accompagner l'administration ivoirienne dans la conduite de ces réformes et la sécurisation des résultats obtenus dans le temps, en renforçant les outils de pilotage et en aidant, de manière très pratique et concrète, à l'élaboration d'un programme complémentaire de contrôle et de recouvrement des créances issues du contrôle fiscal externe.

Gestion des finances publiques

Burkina Faso – Appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du système de gestion des investissements publics (PIMA).

L'assistance technique a permis de noter que les autorités ont réalisé des progrès considérables dans la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA. En effet, parmi les dix-sept recommandations de priorité élevée à mettre en place en 2017, trois ont été mises en œuvre, cinq sont en cours de mise en œuvre et neuf restent à mettre en œuvre. Parmi les cinq recommandations à mettre en œuvre en 2018, trois ont déjà été mises en œuvre et le processus devant aboutir à la mise en œuvre de la seule priorité élevée, et relative au plafonnement des engagements liés aux contrats de partenariat public-privé (PPP), est en cours. Les travaux ont, par ailleurs, permis de noter des avancées significatives dans le dispositif et les efforts pour assurer la maturation des projets avant leur budgétisation.

Burkina Faso – Appui au renforcement des outils d'exécution de la dépense en mode programme.

L'appui du Centre a permis de noter que la bascule en budget de programme au Burkina Faso a connu un saut qualitatif avec le vote de la loi de finances 2017 en autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) et par programmes. Les projets annuels de performance ont été produits, en respectant une structure en ligne avec les bonnes pratiques. Toutefois, un tiers seulement des responsables de programme a été nommé, et les responsables de budget opérationnel de programme et responsables d'unités opérationnelles de programme ne sont toujours pas désignés. S'agissant de l'exécution des marchés publics, la mission propose d'introduire quelques innovations en la matière qui pourraient fluidifier l'exécution des marchés publics. Enfin, s'agissant du chantier du recensement du patrimoine de l'Etat, préalable indispensable à la production du premier bilan de l'Etat en droits constatés, la mission recommande d'entamer dès à présent les travaux d'inventaire, d'une part, et la mise au point des méthodes de valorisation, d'autre part.

Cote d'Ivoire – Renforcement des capacités pour la mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

L'appui a consisté à organiser un atelier technique de renforcement de capacités des acteurs sur la gestion budgétaire en AE/CP qui a réuni plus de soixante-cinq (65) participants représentant les services centraux concernés du Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé du budget et du portefeuille de l'Etat (SEPMBPE) et de celui du Ministère du Plan et du Développement (MPD) ainsi que des services financiers et de planification de six (6) ministères désignés par les autorités. Cet atelier a été suivi par des séances de travail avec les services de chacun des six ministères susmentionnés en vue de les assister à structurer les dépenses de leurs budgets d'investissement en AE et CP. L'atelier a permis d'élaborer pour chacun des six ministères, les maquettes de leurs dépenses d'investissements structurées en AE/CP à la lumière des informations disponibles.

Sénégal – Mise en œuvre de la comptabilité d'exercice.

L'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest visait à apporter un appui à l'élaboration de la cartographie des processus comptables et à sensibiliser les acteurs rencontrés à la nouvelle donne : une comptabilité partagée entre les gestionnaires/ordonnateurs, à l'origine des faits générateurs, et le réseau de la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor. L'appui a permis de produire les principaux macro-processus, une fiche opérationnelle de la norme comptable de l'Etat sur les participations financières de l'Etat, et de renforcer les capacités des cadres sur la totalité de la comptabilité générale, notamment les aspects juridiques, organisationnels et comptables.

Mali - Méthodologie de détermination du bilan d'ouverture pour la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice.

Cet appui du Centre a permis de préparer un projet d'instruction sur la méthodologie de détermination du bilan d'ouverture et des fiches méthodologiques d'incorporation de certains comptes au bilan d'ouverture.

Il a été déterminé, pour chaque compte, une analyse de l'existant, une description précise des attendus en matière de comptabilité d'exercice et patrimoniale ainsi que les schémas d'intégration de ces opérations. En outre, une feuille de route des principales mesures et actions à mener pour une intégration d'éléments fiables au bilan a été formalisée.

Mauritanie – Amélioration de la procédure d'exécution et de comptabilisation de la dépense publique exécutée par délégation de crédit au niveau déconcentré de l'Etat.

L'état des lieux de la procédure actuelle de gestion des crédits délégués a contribué à proposer de nouvelles modalités d'exécution de la dépense publique au niveau déconcentré qui sont reprises dans un projet de décret. Les experts du Centre ont proposé également, afin de poursuivre les travaux, dix principales recommandations articulées autour du cadre normatif de la gestion des crédits délégués, des systèmes d'information de la gestion des crédits délégués, la mise à disposition des crédits, la fonction de contrôle financier et les procédures de remontée des informations, et les approvisionnements.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

Bénin – Préparation du manuel de procédures pour les activités d'émission de titres publics.

Le Centre a aidé la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP) à préparer un projet de manuel des procédures pour les activités relatives aux émissions de titres publics. Le manuel décrit les pratiques opérationnelles à suivre, les rôles et responsabilités de chaque service à chaque étape, les processus d'autorisation pour les tâches, les flux d'information entre les différents services de la DGTCP ainsi qu'avec d'autres institutions intervenant dans le processus de gestion de la dette. Ces procédures devraient être ajoutées à celles développées par la Caisse autonome d'amortissement en 2016 qui couvrent les activités de gestion de la dette qui sont sous sa responsabilité. Quelques recommandations ont été formulées pour faciliter l'internalisation des procédures et leurs mises à jour régulières.

Mali-Elaboration de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT)

La mission a formé une quinzaine de cadres impliqués dans le processus de gestion de la dette sur la démarche d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT). Cette mission est la première d'une série d'activités qui feront l'objet d'un programme pluriannuel d'assistance technique pour le Mali au cours des deux prochaines années.

Au cours des dernières années, le Mali a fait d'énormes progrès en matière d'élaboration de la SDMT. Cependant, la mission a noté la nécessité de mieux définir les indicateurs de risque à maintenir dans le portefeuille et mieux indiquer les types de financement à mobiliser afin d'atteindre la composition de portefeuille de dette désirée. Le cadre institutionnel de gestion de la dette devrait être aussi renforcé pour faciliter l'élaboration de SDMT crédibles et la gestion efficace des opérations de la dette. Par ailleurs, l'évaluation préliminaire du système d'enregistrement et de gestion de la dette (SIGED) récemment développé par les autorités indique que ses fonctionnalités répondent aux exigences minimales attendues d'un système standard. La mission a identifié quelques améliorations qui devraient être progressivement

mises en œuvre dans le SIGED afin d'améliorer sa convivialité et faciliter l'élaboration de SDMT crédibles et la gestion efficace des opérations de dette.

Agence UMOA-Titres – Elaboration d'un cadre d'évaluation de la capacité d'absorption du marché des titres d'Etat de l'UEMOA.

Le Centre a proposé un cadre dont l'Agence UMOA-Titres pourrait se servir pour évaluer la capacité du marché à absorber de nouvelles émissions de titres publics. Des conseils ont été également fournis pour faciliter son opérationnalisation. Une mission de suivi pourrait être nécessaire d'ici la fin de l'année 2018 pour évaluer la mise en œuvre du cadre proposé et au besoin proposer quelques ajustements.

Supervision bancaire

Mauritanie – Supervision bancaire.

La mission d'assistance technique qui a eu lieu au cours de la période sous revue, a consisté à poursuivre les travaux de refonte des normes prudentielles et à accompagner les services de la Banque centrale de Mauritanie (BCM) dans la conduite de leurs activités de supervision. Les travaux de révision du calcul des risques pondérés ont été poursuivis. Par ailleurs, les études d'impact entreprises lors des précédentes missions ont été complétées avec les données des banques à fin 2017. Cependant, le traitement prudentiel de certains types d'actifs doit encore faire l'objet de réflexions additionnelles et de collecte d'informations supplémentaires auprès des banques. Le futur dispositif introduira une approche plus exhaustive et granulaire des risques et des exigences spécifiques en matière de risque opérationnel et de marché.

La refonte du ratio de suivi de la liquidité est également très avancée. La mission a exploité les données demandées aux banques en début d'année afin de mieux connaître la composition des ressources des banques et de finaliser le calibrage du nouveau ratio.

Les études annuelles et la notation des banques ont été finalisées au cours de la mission. Le cadre d'analyse actualisé en juillet 2017 est désormais opérationnel et la qualité des analyses effectuées par les inspecteurs de la BCM continue de progresser régulièrement.

Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF)- Révision du cadre réglementaire et de supervision dans le contexte de la modernisation du marché financier régional

Les experts de l'AFRITAC de l'Ouest ont travaillé avec les équipes du CREPMF sur trois axes qui portent sur la définition du cadre comptable et du dispositif prudentiel ainsi que sur la mise en place d'une supervision davantage axée sur les risques.

S'agissant du cadre comptable, une nomenclature de comptes complétée d'un modèle d'état financier à transmettre a été élaboré pour les comptes de bilan. Le dispositif prudentiel, assez embryonnaire, a fait l'objet d'une réflexion d'ensemble. A ce stade, il a été préconisé d'instaurer un niveau de capital minimum

pour les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI) et de fixer des exigences des fonds propres selon des critères d'activité ou de risques. En outre, le CREPMF doit également étudier l'opportunité d'encadrer certaines opérations et d'adopter un cadre réglementaire précisant le rôle et le périmètre d'intervention du contrôle interne. Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre d'une supervision davantage orientée sur les risques, une réflexion a été initiée pour mettre en place une méthodologie de notation des acteurs du marché.

Statistiques de finances publiques

Burkina Faso- Affinement des statistiques des sous-secteurs de l'administration publique

L'assistance technique fournie par le Centre a contribué à l'examen et l'affinement des différents tableaux du cadre d'analyse minimum notamment le Tableau des opérations financières de l'Etat de l'administration publique centrale budgétaire, la situation des flux de trésorerie et les statistiques de la dette publique. Le Centre a également apporté son appui pour l'élargissement du champ de couverture des statistiques à travers la production des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des unités extra budgétaires, et des collectivités locales. Les travaux relatifs au sous-secteur de la sécurité sociale ont permis de sectoriser les organismes de protection sociale selon les critères de classification du MSFP 2001/2014.

Togo – Affinement du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) et élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques

L'appui technique de l'AFRITAC de l'Ouest a permis de constater que sur la base de la table de passage adoptée lors de la mission d'octobre 2016, le Togo produit régulièrement une version expérimentale du TOFE selon la classification du Manuel de statistiques de finances publics 2001. S'agissant de la situation de la dette, le Togo produit régulièrement la situation de la dette. Toutefois, la mission d'assistance technique a permis d'affiner cette situation et de solliciter un complément d'informations pour certaines rubriques. Quant aux travaux relatifs au projet d'élargissement du champ de couverture des SFP aux sous-secteurs de l'administration publique, l'examen des données a permis d'entamer uniquement l'ébauche de table de passage du sous-secteur des collectivités locales. Les séances de travail avec les organismes de protection sociale a permis de classer les opérations de la Caisse de Retraite du Togo.

Guinée-Bissau - Affinement du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) et élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques

La mission réalisée par l'AFRITAC de l'Ouest a contribué à l'examen et l'affinement des tables de passage des sous-secteurs de l'administration publique notamment l'administration centrale budgétaire, la sécurité sociale et les collectivités locales. Par ailleurs, les sources de données ont été identifiées pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum à savoir : la situation des flux de trésorerie et les statistiques de la dette publique. En outre, la mission a contribué à la mise en place du comité des statistiques de finances publiques et à l'élaboration de la matrice d'actions et un programme d'activités dudit comité.

Statistiques du secteur réel

Guinée-Bissau – Elaboration des comptes nationaux annuels

L'assistance technique fournie par le Centre a porté sur une mission. Celle-ci a contribué aux travaux d'élaboration des comptes nationaux annuels de 2015 et 2016 suivant le Système de comptabilité nationale (SCN) 2008. En effet, les travaux de la mission ont permis d'assister les comptables nationaux dans la prise en compte des données provenant des enquêtes spécifiques et des recommandations de l'atelier de l'AFRITAC de l'Ouest de Septembre 2017 relatif aux nouvelles mesures de la contribution des activités financières au Produit Intérieur Brut (PIB). En plus, la mission les a assistés dans la finalisation des traitements des sources de données administratives. La mission a également aidé l'Institut National de la Statistique à produire des équilibres ressources emplois en année courante pour l'année 2016 et à corriger certains équilibres élaborés pour l'année 2015. Par ailleurs, la mission a formé les comptables nationaux sur les travaux de retropolation des comptes suivant le SCN 2008. Le passage des nomenclatures d'activités et de produits ont été réalisés entre les comptes SCN1993 et SCN2008. Des défis de collecte ont été identifiés par branche et les comptables ont débuté la mise en place d'une base d'indicateurs nécessaires à collecter avant la prochaine mission.

Mauritanie – Production d'une nouvelle série du PIB conforme au Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008.

L'appui fourni par le Centre a aidé à identifier les principaux changements qui ont contribué à la révision à la hausse du produit intérieur brut (PIB) de la nouvelle base 2014 selon le Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008), et à rédiger une note provisoire sur ces changements pour améliorer le plan de communication des autorités.

Actions de formation

Cote d'Ivoire – Appui à la formation des agents du Trésor public en comptabilité générale de l'Etat, Abidjan du 8 au 12 janvier 2018.

L'AFRITAC de l'Ouest a organisé du 8 au 12 janvier 2018 à Abidjan, un atelier de formation sur le thème : « Appui à la formation des agents du Trésor public en comptabilité générale de l'Etat et de l'entreprise » au profit du personnel de la Direction de la Comptabilité Publique (DCP) en charge de la réglementation de la comptabilité de l'Etat et du contrôle de la qualité comptable et du personnel de l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT) responsable de la production des états financiers.

Cette formation s'inscrivait dans la dynamique de l'accompagnement des Etats par l'AFRITAC de l'Ouest dans la mise en œuvre des réformes issues des directives de l'UEMOA de 2009 (Cadre harmonisé des finances publiques). Elle visait notamment l'intégration des règles de la comptabilité privée dans la sphère publique tout en tenant compte des spécificités de la comptabilité générale de l'Etat.

« Les techniques de gestion d'une administration fiscale moderne », Rabat du 19 au 21 février 2018.

Ce stage d'immersion, organisé à l'intention des hauts responsables de la Direction Nationale des Impôts (DNI) de la Guinée auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI) du Royaume du Maroc a permis de proposer un projet schématique, et de définir les principales attributions des services centraux. Il a également aidé à formuler des propositions d'amélioration des plans stratégiques et opérationnels de la DNI, de recenser des mesures d'adaptation du schéma actuel de délégation des responsabilités de la DNI et de son cadre de contrôle interne, et de proposer un plan d'amélioration de la gestion du service des grandes entreprises en 2018.

« Gestion automatisée des risques et sélectivité des contrôles », Abidjan du 12 au 23 mars 2018.

Ce voyage d'études auprès de la Direction générale des douanes ivoiriennes des responsables de la Direction générale des douanes Guinéennes visait à faciliter l'appropriation par les responsables Guinéens des enjeux et défis que représente la mise en œuvre de la gestion automatisée des risques pour améliorer la sélectivité des contrôles en douane. Il leur a permis de s'imprégner de l'expérience ivoirienne, s'agissant notamment du dispositif d'analyse des risques, et du système de sélectivité automatisé des déclarations ; de l'organisation et de la conduite des contrôles de premier niveau basé sur la gestion automatisée du risque et de ses impacts sur l'orientation des contrôles après dédouanement et ; du mécanisme de collecte des données contentieuses et d'exploitation des renseignements sur la fraude pour renforcer la gestion automatisée des risques.

« La supervision du risque de crédit, selon les normes internationales et l'approche par les risques », Dakar du 22 au 26 janvier 2018.

Le séminaire a rassemblé une cinquantaine de superviseurs provenant de neuf juridictions (UMOA, Mauritanie, Guinée, CEMAC, Congo, Burundi, Sao Tomé, Madagascar et les Comores) et a eu pour objectif de contribuer au renforcement des capacités des superviseurs bancaires pour la mise en œuvre efficace de la supervision basée sur les risques, dans un domaine critique pour tous les systèmes bancaires en Afrique subsaharienne. A cette fin, le contenu du séminaire a été structuré autour de plusieurs lignes directrices visant à : (i) apporter un éclairage actualisé sur les règles internationales de supervision traitant des aspects relatifs au classement comptable des créances non performantes et au provisionnement des pertes attendues ; (ii) proposer des orientations méthodologiques opérationnelles pour renforcer l'efficacité du contrôle sur pièces et du contrôle sur place du risque de crédit dans les établissements assujettis et; (iii) identifier les enjeux auxquels les autorités des deux sous-régions sont confrontées en matière de supervision du risque de crédit. Sur un plan pédagogique, une attention particulière a été apportée aux échanges d'informations et d'expériences entre les animateurs et les participants, ainsi qu'entre les participants eux-mêmes. Ainsi, la présentation, en début de séminaire, par



chaque autorité participante, de son cadre de supervision et de régulation du risque de crédit a suscité de nombreux et riches échanges entre les représentants des différentes institutions.

« Les enjeux de l'exécution budgétaire en mode programme », Abidjan du 26 février au 2 mars 2018.

L'AFRITAC du Centre et l'AFRITAC de l'Ouest ont organisé du 26 février au 2 mars 2018 à Abidjan, un séminaire interrégional sur le thème : « Les enjeux de l'exécution budgétaire en mode programme ».

Une soixantaine de participants venus des neuf pays membres de l'AFRITAC du Centre et des dix pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, composée des budgétaires, des comptables et des contrôleurs financiers, des représentants des Commissions de la CEMAC et de l'UEMOA ainsi que ceux de la Société civile des deux régions, ont pris part à ce séminaire.



Le séminaire a permis de sensibiliser les acteurs sur les enjeux et les défis de la mutation de l'exécution du budget en mode moyen vers le mode programme, de partager les contraintes et solutions aux difficultés de l'exécution en mode programme, et de s'approprier le dispositif prévu pour une exécution optimale du budget. En somme, il a permis d'identifier les défis restants à relever pour les pays qui ont basculé et les prérequis et les erreurs à éviter pour les autres pays.

« L'administration performante de la TVA », Abidjan du 26 au 30 mars 2018.

Ce séminaire régional, qui a réuni les responsables des administrations fiscales ainsi que les représentants des unités de politique fiscale des ministères financiers des 10 pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest, a permis d'aborder la question de l'administration performante de la TVA, tant sous l'angle de la politique fiscale, que sous celui de l'administration de cet impôt indirect. Véritable pivot de la transition fiscale dans la quasi-totalité des pays. Par ailleurs, les participants au séminaire ont fait part de leurs expériences respectives en matière de TVA, notamment en matière de : gestion des exonérations, taux normal et taux réduits, prévision budgétaire avec le calcul et l'analyse du gap entre les recettes perçues et celles que l'on serait en droit d'attendre, délai de remboursement des crédits de TVA et compte séquestre, mécanisme de la retenue à la source en matière de TVA, notion de TVA comptable au cordon douanier, et culture des contrôles fondée sur la gestion du risque. Les experts du FMI et de l'AFRITAC de l'Ouest, s'appuyant sur les exemples développés, ont montré que lorsque les conditions sont réunies, des progrès durables sont possibles (développement des téléprocédures, délai de remboursement des crédits de TVA ramené à 8 jours, mise en place de comptes séquestres, etc.). Dans le prolongement, ils ont aussi insisté sur les verrous qui restent à faire sauter pour dépasser ces constats et aller jusqu'à une administration véritablement performante de la TVA. Les travaux menés ont permis aux participants d'être mieux armés pour renforcer leurs législations et consolider leurs administrations respectives, le tout dans une perspective d'accroissement des recettes à moyen terme.

Nouvelles du personnel



M. Fahd Ndiaye, Conseiller résident en Statistiques du secteur réel a pris en fonction en février 2018. Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest, M. Ndiaye a travaillé à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal pendant 10 ans.



M. Djoret Biaka Tedang, Conseiller résident en Gestion macro-budgétaire, est arrivé au Centre en mars 2018. Il était auparavant, Chef d'équipe dans le cadre du projet de la coopération allemande d'appui à la planification du Développement au Niger.

Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin mars 2018

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
BENIN	Administration douanière	Renforcement des capacités dans le domaine des enquêtes douanières
BURKINA FASO	Administration douanière	Renforcement du dispositif de gestion, suivi et contrôles des exonérations
GUINEE	Administration douanière	Mise en œuvre de la gestion automatisée du transit national douanier
MALI	Administration douanière	Clôture du projet pluriannuel de gestion automatisée des risques
MAURITANIE	Administration douanière	Mise en place d'un bureau national de la valeur
SENEGAL	Administration douanière	Renforcement du suivi et des contrôles en matière d'exonérations
TOGO	Administration douanière	Projet pluriannuel de gestion automatisée du risque
BENIN	Administration fiscale	Renforcement des services de recherche
GUINEE	Administration fiscale	Renforcement des fonctions fiscales clés

MAURITANIE	Administration fiscale	Renforcement du contrôle fiscal
NIGER	Administration fiscale	Renforcement des fonctions fiscales clés
COTE D'IVOIRE	Analyse et prévisions macroéconomiques	Méthodologie de mise en place des enquêtes de conjoncture
GUINEE	Analyse et prévisions macroéconomiques	Amélioration des dispositifs institutionnels et techniques de cadrage
CREPMF	Gestion dette publique	Renforcement du dispositif de réalisation des opérations de titres d'Etat
GUINEE-BISSAU	Gestion dette publique	Identification des sources de vulnérabilités du portefeuille de la dette
SENEGAL	Gestion dette publique	Formation à l'élaboration de la stratégie de la dette
TOGO	Gestion dette publique	Renforcement du cadre organisationnel de la gestion de la dette
TOGO	Gestion dépenses publiques	Appui au renforcement de la mise en œuvre du compte unique du Trésor
NIGER	Gestion dépenses publiques	Appui à l'amélioration de la balance générale des comptes de l'Etat
BENIN	Gestion dépenses publiques	Appui à l'amélioration de la qualité de la balance d'entrée
BENIN	Gestion dépenses publiques	Appui à la mise en œuvre des autorisations d'engagement
BURKINA FASO	Statistiques du secteur réel	Mise en place d'un dispositif d'élaboration des comptes financiers
GUINEE-BISSAU	Statistiques du secteur réel	Elaboration des comptes nationaux 2015 et 2016

Activités à venir

Les principales activités prévues pour la période de mai à juillet 2018 sont résumées dans le tableau ci-après.

Administration douanière		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date indicative
Sénégal	Evaluation en douane	16-20 avril
Mali	Évaluation en douane	7-18 mai
Burkina Faso	Exonérations douanières	7-11 mai
Côte d'Ivoire	Exonérations douanières	14-18 mai
Togo	Gestion automatisée du risque	28 mai-1er juin
Guinée	Transit douanier	4-15 juin
Benin	Les produits pétroliers	1818-29 juin
Mauritanie	Le contrôle après dédouanement	23-27 juillet
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Fiabilisation du répertoire des entreprises moyennes (assainissement et élargissement du nombre de contribuables)	14-25 mai
Côte d'Ivoire	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	07-18 mai
Mali	Fiabilisation du répertoire des entreprises moyennes (assainissement et élargissement du nombre de contribuables)	09-20 juillet
Mauritanie	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	25 juin-06 juillet
Sénégal	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	04-15 juin
ISORA	La collecte des principaux indicateurs de performance des administrations des revenus de la Sous-région	18-22 juin
Senegal	Renforcement des activités de recherche	9-19 janvier
Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Appui à la rédaction des normes comptables	11 au 22 juin
Burkina Faso	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture	11 au 22 juin
Côte d'Ivoire	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture	02 au 13 juillet
Mali	Appui à l'élaboration deux instructions comptables portant respectivement sur les charges de fonctionnement et les immobilisations, et la seconde sur la clôture de l'exercice (calendrier et opérations d'inventaire).	07 au 18 mai et 18 au 30 juin
Guinée	Mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP)	11-22 juin
Sénégal	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE-CP	9-20 juillet 2018
Togo	Appui à l'adaptation du système d'information au nouveau mode de gestion budgétaire	4-15 juin 2018

Statistiques du secteur réel		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Comptes nationaux annuels	7-18 mai 2018
Mali	Comptes nationaux trimestriels	4-15 juin 2018
Cote d'Ivoire	Comptes nationaux trimestriels	21 mai- 1 er juin 2018
Guinée-Bissau	Mise en place d'une nouvelle année de base	18-29 juin 2018
Séminaire régional		
Pays	Thème	Date
Cote d'Ivoire	La diffusion des comptes nationaux trimestriels	23-27 avril 2018
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers	Renforcement des dispositifs de réalisation des opérations de titres d'Etat par les procédures de syndication	25-29 juin
Pays membres	Formation sur le cadre de la viabilité de la dette	14-18 mai
Guinée -Bissau	Opérationnalisation de la nouvelle direction de la dette	28mai -8 juin
Sénégal	Formation sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette	2-6 juillet
Agence UMOA-Titres	Elaboration des conventions pour le marché des titres d'Etat de l'UEMOA	17-27 juillet2-11 mai
Bénin	Elaboration et mise en œuvre du calendrier d'émission de titres publics	17-27 juillet
Supervision bancaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Régulation et supervision bancaire	14-25 mai 2018
SGCBU	Supervision transfrontalière	11-15 Juin 2018
Mauritanie	Réforme du ratio de solvabilité	25 juin -06 juillet
BCEAO	Mise en place du ratio de liquidité LCR	16-27 Juillet
Statistiques de finances publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'Etat	5-15 juin 2018
Mali	Migration au Manuel de Statistiques de Finances Publiques 2001/2014 et production des statistiques	26 juin- 6 juillet 2018
Gestion macro-budgétaire		
Cours régional		
Pays	Thème	Date
Sénégal	Politique et programmation financières	7-18 mai 2018